

Brochure n° 3056

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT**

**ACCORD DU 30 AVRIL 2014**

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> MAI 2014**

NOR : ASET1450791M

IDCC : 1880

**PRÉAMBULE**

Les parties au présent accord de salaires entendent rappeler l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement à celui d'égalité des rémunérations.

**Article 1<sup>er</sup>**

Entre les parties signataires de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement, il a été convenu de fixer la grille de salaires minima mensuels ci-après.

Cette grille de minima mensuels correspond à la durée légale du travail actuellement en vigueur.

*(En euros.)*

GROUPE	NIVEAU	SALAIRE minimum mensuel (base 151,67 heures)
1	Niveau unique	1 453
2	1	1 458
	2	1 462
	3	1 467
3	1	1 480
	2	1 500
	3	1 527
4	1	1 564
	2	1 590
	3	1 615
5	1	1 685
	2	1 720
	3	1 808

GROUPE	NIVEAU	SALAIRE minimum mensuel (base 151,67 heures)
6	1	1 931
	2	1 993
	3	2 054
7	1	2 209
	2	2 548
	3	2 737
8	1	2 897
	2	3 163
9	1	3 706
	2	4 096

## Article 2

Cette grille de salaires annule et remplace la grille issue de l'accord du 12 avril 2013. Elle s'applique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2014 pour les adhérents à la FNAEM et à compter de son extension à intervenir dans les meilleurs délais pour les entreprises non adhérentes entrant dans le champ d'application de la convention collective du négoce de l'ameublement.

## Article 3

Si le Smic devenait supérieur au salaire minimum conventionnel, les parties ouvriront une négociation au plus tard dans les 3 mois afin d'en mesurer les conséquences sur la grille salariale conventionnelle.

## Article 4

Le présent accord sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction des relations du travail conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-24 et L. 2261-26 du code du travail.

Fait à Paris, le 30 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### Organisation patronale :

FNAEM.

### Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FS CFDT.